



DOSSIER

CLIMAT ET EXTRACTIVISME :
lutter contre la surpuissance des lobbies

EXTRACTIVISME : PLONGÉE AU CŒUR DE LA CRISE CLIMATIQUE

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme : la fonte des glaces se poursuit inexorablement, l'extinction des espèces s'emballer, notre budget carbone disponible se réduit en peau de chagrin. Pourtant, les responsables sont connus : l'extractivisme, exploitation à échelle industrielle des biens naturels. Au cœur de notre modèle actuel insoutenable, c'est un obstacle central à la justice sociale et environnementale. Imbriqué dans le pouvoir politique et financier, il assure sa pérennité en perpétuant et verrouillant le système pourtant générateur des crises de notre siècle.



Extractivisme, épuisement des ressources et violations des droits humains.

Pour répondre à la surconsommation de nos industries et sociétés, les États et multinationales n'ont qu'un objectif : la sécurisation de l'accès aux matières premières. Partout dans le monde se multiplient les projets rivalisant par leur gigantisme et les destructions qu'ils engendrent : non seulement exploitation minière, pétrolière et gazière, mais aussi monocultures d'OGM, plantations d'arbres à croissance rapide, grands barrages etc.

La surconsommation d'eau mais surtout d'énergie par ces projets en fait une des sources principales des changements climatiques. Ils nous enferment dans des cercles vicieux : nous ouvrons des mines pour alimenter des centrales... qui à leur tour viennent alimenter en énergie des mines !

Et cela au prix de dégâts sociaux et environnementaux toujours plus graves : pollutions de l'eau, de l'air et des sols, destruction de la biodiversité, mais aussi accaparement des terres et destruction des économies locales, remplacées par des économies d'enclave au seul profit des multinationales et de l'exportation.

À lui seul, le secteur extractif est responsable de 28% des violations des droits humains commises par des entreprises dans le monde. La résistance des populations locales à ces projets, en défense de leurs territoires et de leurs modes de vie, trouve comme seule réponse le déni de démocratie, la criminalisation des luttes et la répression, en allant jusqu'à des assassinats de leaders communautaires.

Protégées par une architecture mondiale d'impunité, aidées par les accords de libre-

échange et d'investissement, les multinationales prennent ainsi possession de territoires entiers sans être inquiétées légalement des conséquences sur les peuples et l'environnement.

Le changement climatique, un problème systémique.

Cette année, la France se targue d'accueillir la 21^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, supposée donner naissance à un accord universel permettant de limiter l'augmentation de la température du globe en deçà de 2 °C. Cela a beau faire vingt-et-un ans que ces conférences internationales existent, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 50 % depuis 1990.

Les entreprises extractivistes ont une double responsabilité dans cette crise : non seulement elles sont responsables d'une part majeure des émissions, mais de plus elles défendent et assurent la pérennité du système ayant conduit à cette crise. L'enrayement des négociations internationales résulte en partie de l'influence démesurée de ces acteurs privés sur les décideurs, au détriment des intérêts des peuples. Lobbying, jeux d'influence, complicité des décideurs qui tirent profit d'un système inégalitaire conduisent à un tel immobilisme que la COP21 ne répondra pas à un enjeu principal : sonner le glas des énergies fossiles, fissiles et du système productiviste qui les sous-tend.

Bien conscientes toutefois que les impacts déjà perceptibles du dérèglement climatique ébranlent la croyance en ce système, les entreprises opèrent un maquillage de leurs discours. Total laisse ainsi entendre que puisqu'il est « naturel »,

le gaz n'est plus polluant. ENGIE (ex-GDF) fait de la lutte contre le changement climatique une priorité... de papier, puisque l'entreprise ne met pas pour autant fin à ses activités fossiles. À en croire leurs discours, l'introspection sur nos modes de consommation et de production n'est désormais plus nécessaire puisque la technologie nous sauvera de l'impasse ! Les mines seront ainsi « responsables » et le charbon « propre » puisqu'il suffirait de récupérer les gaz à effet de serre issus de sa combustion (capture et stockage du carbone). Qu'on joue aux apprentis sorciers en enfouissant dans le sol sans connaître les conséquences possibles n'est qu'un détail...

Le lien entre extractivisme et climat reflète la cause profonde du changement climatique : un système productiviste, fortement inégalitaire, dont seule une poignée tire profit. Mais alors qu'entreprises et décideurs s'échinent à en colmater les failles, les résistances citoyennes gagnent du terrain. Luttés contre l'austérité, pour la transparence et la démocratie, abandon par les banques françaises du projet charbonnier Alpha Coal ou par l'entreprise pétrolière OMV de ses projets de forage dans l'Adriatique : les terrains d'expérimentation et de blocage se multiplient. Dans ce sillon s'inscrit la mobilisation citoyenne en vue de la COP21 et au-delà : donner à voir ces failles, perturber l'ordre établi et montrer que les alternatives sont déjà en marche.

Malika Peyraut et Juliette Renaud des Amis de la Terre France

Un convoi de camions, témoin de la frénésie du « fracking » en Argentine, © Observatorio Petrolero Sur.



CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LOBBYING ET SABLES BITUMINEUX

Le 15 décembre 2011, le Canada annonçait son retrait du Protocole de Kyoto. Selon la position officielle du gouvernement, ce dernier « n'était pas le meilleur outil pour traiter ce défi mondial que sont les changements climatiques ». Mais l'abandon par le Canada du seul accord mondial contraignant sur les réductions d'émissions fut grandement considéré comme une décision visant à protéger les compagnies pétrolières opérant dans la plus grande fabrique de gaz à effet de serre du Canada, les sables bitumineux.



Situés dans la province de l'Alberta, ils couvrent une superficie équivalant à la taille de l'Angleterre. Même si les ressources globales sont estimées à 2 500 milliards de barils, seuls 200 milliards de barils de cette source non conventionnelle sont actuellement exploitables. Pour extraire le pétrole bitumineux de ces couches, il est nécessaire de procéder à une extraction à ciel ouvert détruisant de larges étendues de forêts boréales vierges ou de recourir à des procédés semblables à la fracturation hydraulique, dits « in situ ». En plus des sérieux impacts sanitaires dont souffrent les communautés autochtones locales, le processus exige des quantités massives d'énergie, provoquant 7 % (2010) des émissions totales de gaz à effet de serre du Canada. Bien que l'extraction et la transformation

du bitume soient coûteuses et difficiles, la montée des cours au début des années 2000 provoqua la ruée des compagnies pétrolières mondiales sur cette ressource. Les gouvernements du Canada et de la province d'Alberta profitent des importantes redevances, et ont donc permis à cette industrie de s'étendre avec un minimum de restrictions qui puissent entraver son développement.

Par ailleurs, les intenses pressions du lobby pétrolier auprès d'Ottawa ont mené à un affaiblissement des contrôles écologiques. Les milliers de messages entre les industriels et les responsables fédéraux durant ces dernières années montrent combien l'argent des multinationales joue un rôle prédominant dans l'élaboration de la position du Canada sur les questions environ-

nementales et climatiques.

En 2011, par exemple, année de la sortie du Canada du protocole de Kyoto, l'Association canadienne des producteurs de pétrole, qui représente les intérêts canadiens de toutes les multinationales les plus importantes, fit pression 190 fois sur le gouvernement fédéral, deux fois plus qu'en 2010. Bien souvent, ce lobbying a été payant pour les industriels : le gouvernement fédéral a promulgué une série de lois affaiblissant les règlements relatifs à l'environnement. A bien des égards, les sables bitumineux ont poussé le Canada à se détourner de législations écologiques responsables, tant au niveau national qu'international.

*Richard Girard
de l'Institut Polaris*

ON NE NÉGOCIE PAS AVEC LES POLLUEURS !

Une fois de plus, l'ombre des lobbies industriels et énergétiques plane sur la COP21, laissant redouter que les conditions pour obtenir un accord ambitieux et contraignant sur le climat soient mises à mal par les intérêts privés.

Le 27 mai 2015, le gouvernement français a annoncé les premiers sponsors de la Conférence climat. Dans la liste noire, on retrouve : BNP Paribas, première banque française en matière de soutien au charbon, EDF et ENGIE dont les émissions résultant de leurs seules centrales à charbon équivalent à la moitié des émissions liées à

l'énergie en France, Air France, entreprise aéronautique farouchement opposée à la réduction des émissions dans le secteur de l'aviation, le fabricant automobile Renault-Nissan, ou encore Suez Environnement connue pour sa participation au lobby pro-gaz de schiste français.

L'histoire se répète. A Varsovie, ONG et mouvements sociaux étaient sortis de la COP19 pour dénoncer l'influence démesurée des entreprises responsables du changement climatique sur les négociations. Malgré cela, les gouvernements choisissent encore comme sponsors des entreprises liées aux énergies fossiles et

autres fausses solutions. Ce symbole reflète une influence bien plus profonde de ces secteurs dont la présence est calculée. Enrayer le changement climatique signifierait laisser plus des 2/3 des énergies fossiles dans le sol, soit la mise à mort de leur business model.

Pourtant, on ne laisserait pas les industriels du tabac s'inviter à des discussions autour d'un accord sur la santé... Ne laissons donc pas les responsables du changement climatique manipuler le débat sur le climat !

*Pascoe Sabido,
Chercheur et chargé de campagne
auprès du Corporate Europe Observatory*

LIMOUSIN, TERRE D'AUCUNE MINE

La journée mondiale contre la méga-industrie minière a trouvé écho en Creuse, le 25 juillet. Pour sa deuxième édition, le festival « No Mine's Land » du collectif Stopmines23 a rassemblé plus de 800 personnes. En ligne de mire du collectif, le projet d'extraction d'or et autres métaux autour de Lussat (permis de Villerranges, accordé en 2013).

Le Limousin, ancienne région minière, attire de nouveau les chercheurs d'or. L'histoire se répète alors que les séquelles du passé sont encore bien présentes : « sur le site des anciennes mines d'or du Châtelet, 550 000 tonnes de résidus arsénisés et cyanurés dorment sous une simple bâche. Les mines d'or du Bourneix ont laissé derrière elles la même quantité de résidus hautement toxiques. Enfin, sur le site même du nouveau permis minier de Villerranges, des résidus de concassage sur lesquels rien ne pousse ont été abandonnés par Total », explique Rémi de Stopmines23. A cela s'ajoute aussi la longue liste des passifs laissés par l'extraction de l'uranium : « habitations construites sur des stériles miniers, chemins contaminés, pollution des



rivières et des masses d'eau, sédiments radioactifs qu'il faut curer et ensuite stocker. En Corrèze, le collectif « La loutre fluorescente » s'oppose au projet d'Areva de stockage de stériles ou de résidus d'exploitation minière sur le site de l'ancienne mine du Longy (qui en accueille déjà 350 000 tonnes !).

Le festival a donc été l'occasion de réaffirmer la solidarité à tous les collectifs et populations qui résistent, ici ou ailleurs, aux projets miniers. Rien qu'en France, les territoires touchés par la relance de l'activité sont nombreux : Creuse, Côtes d'Armor, Morbihan, Sarthe et Mayenne, Saône-et-Loire, Haute-Vienne... Etaient aussi présents des militants anti-pétrole, gaz de schiste et de houille et même des acti-

vistes anti-mines équatoriens.

Les discussions engagées ont fait naître des idées d'actions communes et la volonté de se coordonner, de mettre en commun les forces, les informations et les idées. « Notre mouvement n'a pas de leader. Notre vision de société n'est pas celle qu'on cherche à nous imposer. Nous refusons la politique de l'oxymore : une mine responsable n'existe pas. Les mines sont seulement responsables - et coupables - des pollutions durables, des destructions de territoires, d'écosystèmes, du tissu social et économique, et de la vie. Des alternatives existent ! »

Collectif Stopmines23

ARGENTINE : UNE LUTTE CONTRE LE PILLAGE, LA CONTAMINATION ET LA MORT

La Patagonie en Argentine est devenue la proie des multinationales pétrolières. Elles se disputent le bassin de Vaca Muerta, considéré comme une des plus grandes réserves mondiales de gaz et pétrole de schiste. Les populations locales peinent à croire au progrès qu'est supposé apporter ce nouveau boom des hydrocarbures non conventionnels (HNC).

Au début des années 2010 eurent lieu les premières annonces concernant le potentiel de Vaca Muerta dans notre province. Depuis, l'utilisation de la fracturation hydraulique s'est répandue dans le nord de la Patagonie. Actuellement, seulement à Neuquén, il y a plus de 600 puits de ce type ! La Multisectorielle contre le Fracking de Neuquén, composée d'organisations so-



ciales, politiques, écologistes, syndicales, féministes, de défense des droits humains et de communautés autochtones, est née face au besoin de répondre à cet approfondissement du modèle extractiviste.

En plus des manifestations, nous réalisons des visites aux territoires des communautés où est utilisée la fracturation hydrau-

lique. Nous avons également lancé la campagne « Pas de pétroliers à Auca Mahuida », une aire naturelle protégée forée principalement par Total et Shell.

Grâce à ces actions, nous diffusons les arguments sociaux, politiques, environnementaux et techniques contre l'utilisation de la fracturation hydraulique. Faire de notre pays une puissance des HNC détruira les économies de nombreuses régions. Ainsi, notre action politique traite non seulement des conséquences socio-environnementales du modèle, mais aussi des inégalités économiques, produit du système capitaliste. Non au pillage, à la contamination et à la mort !

Multisectorial contra la Hidrofractura de Neuquén

Retrouvez toutes nos ressources sur le sujet :

www.amisdelaterre.org/Extractivisme-et-climat-retrouvez.html

VOIR



Ces documentaires ont été produits par les Amis de la Terre, n'hésitez pas à nous contacter pour organiser des projections près de chez vous !
france@amisdelaterre.org

Afrique du Sud : la France au charbon. / 2015, 25 min

Terres de schiste. / 2014, 44 min / Disponible en DVD : terresdeschiste.fr

Sables bitumineux : jusqu'au bout de la Terre. / 2012, 28 min

LIRE



N'hésitez pas à nous demander des exemplaires pour diffuser autour de vous !

Laissons les énergies fossiles dans le sol ! / Brochure, mai 2015

Climat - Pollutions d'État. / Brochure, avril 2015

Climat : comment choisir ma banque ? / Guide, octobre 2014

Emissions d'État, comment les centrales d'EDF et d'ENGIE réchauffent la planète ?
 Rapport des Amis de la Terre France et Oxfam France, mai 2015.

Charbon, le mauvais calcul des banques françaises.
 Rapport des Amis de la Terre France et Oxfam France, mai 2015.

Impacts de Total en Egiland, recueil de témoignages au Nigeria.
 Rapport, novembre 2014

Repousser les limites - la ruée vers les gaz et huiles de schiste en Patagonie argentine.
 Rapport, mai 2014

Sables bitumineux, toujours plus loin, toujours plus sale !
 Publication et campagne, 2010-2014

Madagascar : nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières.
 Rapport, novembre 2012

AGIR



Interpellez Total, 1ère entreprise pétrolière française !
www.arretonslesfossiles.fr

Quittez votre banque !
www.jechangedebanque.eu - www.financeresponsable.org

Allongez la vie de vos produits ! Plus d'extraction = plus de déchets.
www.dessousdelahightech.org

**MOBILISÉ-E-S
 POUR LA COP
 ET AU-DELÀ !**

2015
SEPTEMBRE 26/27

Donnons à voir les Alternatives citoyennes ! Arrivée du tour Alternatiba à Paris et journée de la transition citoyenne.

2015
OCTOBRE 10

Refusons que notre argent finance les énergies fossiles : journée nationale de changement de banque !

2015
NOVEMBRE

Désignons les pires entreprises climaticides : un mois pour voter et faire voter pour les Prix Pinocchio !

2015
NOVEMBRE 29

Mobilisé-e-s durant la COP.
 Faisons entendre nos voix et mobilisons-nous partout dans le monde, à Paris et en régions.

2015
DÉCEMBRE 3

Mobilisé-e-s durant la COP.
 Cérémonie de remise des Prix Pinocchio du Climat.

2015
DÉCEMBRE 11

Mobilisé-e-s durant la COP.
 « Grande Action » des Amis de la Terre avec des membres de tous les pays.

2015
DÉCEMBRE 11/12

Mobilisé-e-s durant la COP.
 Tous à Paris pour une grande action populaire. Des transports seront organisés pour les 11 et 12 décembre pour une mobilisation inédite en France avec plus de 5000 membres de notre Fédération.